



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3003
20 février 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Aux municipales Soutenez les listes Lutte ouvrière



Inondations
Catastrophe
prévisible

Page 6

Cuba
Étranglée par
l'impérialisme

Page 9

Rixe mortelle à Lyon
Prétexte à une campagne
réactionnaire

Page 3

Municipales 2026

- Extraits du meeting des listes Lutte ouvrière d'Île-de-France 4 et 5
- Meetings et réunions publiques 6

Leur société

- Après la rixe mortelle de Lyon: une campagne réactionnaire 3
- Contre l'extrême-droite, un combat politique 3
- Inondations: dégâts des eaux... et d'une politique 6
- L'Etat et les crues: après moi le déluge 6
- Éducation: non aux suppressions de postes! 7
- Logement social: diminution programmée 7
- Beaux discours et vaines promesses 7
- Port Édouard Héritier - Lyon: tapis rouge pour Saadé 11
- Santé mondiale: la France diminue son aide 11
- Alimentation: du slogan à la réalité 11
- Aldi: au tord-boyau 11

Dans le monde

- Iran: le massacre n'a pas fait taire la contestation 8
- Négociations sous la menace 8
- Gaza: les complices du génocide refusent qu'on les dénonce 8
- Cuba: étranglée par l'impérialisme 9
- Inde: Macron en tournée d'affaires 9
- Des victimes en Rafale 9
- Affaire Epstein: leur sale petit monde 10
- Conférence de Munich: à couteaux tirés entre alliés 10
- Station spatiale: à bas les frontières! 10
- Espagne: la régularisation tardive des migrants 16
- Les voyageurs risquent leur vie 16
- Migrants: noyés sous les yeux de l'Europe 16

Dans les entreprises

- Auchan 12
- Centre SECPA - Rennes 12
- La Barre Thomas - Rennes 12
- Foyer Siqueiros - Saint-Denis 12
- Domo - Saint-Fons 12
- Carrefour Alma - Rennes 12
- NavalGroup - Ruelle-sur-Touvre 13
- Dassault - Cergy 13
- La Poste 14
- SAM - Nancy 14
- Michelin - Clermont-Ferrand 15
- Usine d'Arc - Arques 15

Agenda

- Fêtes régionales

EDITION**Aux municipales, soutenez les listes Lutte ouvrière !**

Le 15 mars, nous sommes appelés à voter pour les élections municipales. Lutte ouvrière présente des listes dans 240 villes, car il faut que le monde du travail fasse entendre ses intérêts et défende une politique pour changer la société.

Les travailleurs croulent sous les problèmes. Problèmes de fins de mois, de logement, de transport, d'écoles qui manquent de moyens, d'accès à la santé. Dans certains quartiers, les trafics et la petite délinquance pourrissent la vie des habitants. Des centaines de milliers de travailleurs sont confrontés aux discriminations, au racisme et aux autorités qui les privent de papiers.

Tous ces problèmes s'aggravent, et cela continuera tant que les travailleurs ne prendront pas les choses en main.

Le gouvernement n'est préoccupé que par les affaires des capitalistes et leurs rivalités internationales. Sa priorité est d'augmenter le budget de l'armée, de doper l'industrie d'armement. Pour défendre les intérêts de la bourgeoisie française, il est prêt à envoyer nos enfants mourir en Ukraine, en Afrique ou au Groenland.

Quant au grand patronat qui domine la vie économique, il ne prospère qu'en écrasant les salaires, en supprimant des emplois et en généralisant la précarité. Davantage d'exploitation, de massacres et de guerres, voilà ce que nous réservent les dirigeants de cette société capitaliste !

Aucun maire, aucune équipe municipale ne peuvent faire le poids face à cette évolution de fond. Mais les travailleurs le peuvent s'ils se rassemblent et s'organisent.

Regardez comment, à Minneapolis, aux États-Unis, des travailleuses et des travailleurs se sont opposés aux exactions de la police de l'immigration en faisant jouer la solidarité et en s'organisant. Leur courage et leur mobilisation ont forcé Trump à retirer ses mercenaires.

Lors de l'épidémie de Covid, bien des travailleurs ont fait preuve de trésors d'organisation et de solidarité, palliant l'incurie de l'État et des responsables dans les entreprises. On le constate à chaque catastrophe, tempête ou inondation.

Les listes Lutte ouvrière portent cette idée fondamentale : pour changer leur sort, les travailleurs doivent s'unir et ne compter que sur eux-mêmes. C'est vrai là où ils habitent comme dans leur entreprise. C'est vrai à l'échelle municipale comme nationale, et aussi internationale.

Le fonctionnement de la société capitaliste

pousse les travailleurs à l'attentisme. Dans les entreprises, il faut obéir, travailler et se taire. Et quand nous voulons nous défendre, on nous explique qu'il y a des syndicats chargés de le faire à notre place.

En politique, il faudrait laisser des politiciens s'occuper de tout, qu'ils soient maires, députés ou ministres. Tout est fait pour que cela reste une affaire de professionnels. Mais professionnels de quoi ? De l'impuissance, du mensonge, des compromissions et de la trahison ? Merci bien, on voit où cela mène !

Loin des illusions et des promesses impossibles à tenir, nos listes affirment qu'aucun problème de fond ne peut être résolu tant que la société sera organisée autour de la recherche exclusive du profit.

La pénurie de logements est impossible à résoudre tant que l'immobilier reste un objet d'enrichissement et de spéculation. Les incivilités et la recherche d'argent facile sont impossibles à combattre si la misère se creuse. Rien de fondamental ne changera tant que l'éducation, la prise en charge de la jeunesse, la santé ou les retraites seront vues comme des coûts qui creusent la dette.

Les seules dépenses que nous devrions applaudir sont celles destinées à l'achat de missiles, de Rafale ou de porte-avions. Cela en dit long sur l'avenir que le gouvernement nous prépare. Il ne faut pas l'accepter, et il faut s'organiser pour le combattre !

C'est dans cette perspective que plus de 10 000 travailleuses et travailleurs se sont rassemblés sur les listes Lutte ouvrière. En tant qu'ouvriers, employés, auxiliaires de vie, conducteurs de bus ou de train, enseignants, caissières, soignants, manutentionnaires, agents de sécurité... ils connaissent l'utilité de leur travail et de leur classe pour toute la société.

Ils affirment la confiance dans leur camp. Car si les travailleurs sont les moteurs et le carburant du capitalisme, ils peuvent être demain le carburant d'une révolte générale pour refonder une société sur de tout autres bases.

Alors, soutenez les listes de Lutte ouvrière ! Rejoignez celles et ceux qui ne baissent pas les bras, veulent défendre les intérêts des travailleurs et proposent un autre avenir pour toute la société !

Nathalie Arthaud



Le 14 février à la Mutualité à Paris.

Après la rixe mortelle de Lyon : une campagne réactionnaire

Ministres et responsables politiques, du PS à l'extrême droite, ont déclenché une campagne contre LFI et la violence de ceux qu'ils appellent « l'ultragauche ». Cela fait suite à la mort tragique à Lyon d'un militant identitaire, en marge d'une conférence de la députée européenne Rima Hassan.

Quentin Deranque, étudiant de 23 ans, était un militant catholique traditionnaliste, royaliste proche de l'Action française et membre d'un groupe identitaire, venu assurer le service d'ordre des militantes d'extrême droite du groupe Némésis. Avec leurs méthodes provocatrices habituelles, celles-ci étaient venues perturber la conférence de la députée pro-palestinienne Rima Hassan organisée dans le campus de Sciences Po Lyon. Plus tard, dans les rues voisines, Quentin Deranque a été mortellement blessé au cours d'une rixe opposant ces identitaires à un groupe venu pour en découdre. Mardi 17 février, la police a arrêté neuf personnes qualifiées de « membres de l'ultragauche ».

L'affaire a été exploitée sans délai par un large panel de politiciens, allant de l'extrême droite au PS, accusant LFI d'encourager la violence en politique : « les

milices de Mélenchon tuent » (Marion Maréchal-le Pen) ; « *C'est l'ultragauche qui a tué, pas la police* » (Darmannin, ministre de la Justice) ; « *LFI porte une responsabilité morale [...] en encourageant la violence* » (Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement) ; « *LFI brutalise le débat politique* » (Raphaël Gluksmann). L'assistant parlementaire de Raphaël Arnault – le fondateur du groupe « antifa » La jeune garde, élu député LFI en 2024 et qui a dénoncé le meurtre – accusé d'être impliqué, a été interdit d'accès à l'Assemblée nationale par sa présidente. Le ministre de l'Enseignement supérieur envisage d'interdire les conférences de Rima Hassan dans les universités sous prétexte qu'elles représenteraient « un trouble à l'ordre public ».

On ne peut que déplorer ce qui s'est produit et la mort de ce jeune homme sous les coups. Mais la campagne qui s'en est suivie est aussi

écœurante qu'hypocrite. Elle évacue le fait que ce sont d'abord les nervis d'extrême droite qui agressent, frappent et parfois tuent. Le groupe féministe identitaire Némésis, dont la porte-parole est chroniqueuse sur Cnews, multiplie les provocations dans différentes villes en ciblant LFI. À Lyon, le média Rue89 a recensé plus de cent actes violents perpétrés par l'extrême droite depuis 2010 : une librairie anarchiste et un local du PCF ont été plusieurs fois saccagés ; des personnes dont la tête ne revient pas à ces nervis, couples mixtes, Arabes ou Noirs, homosexuels supposés, ont été plusieurs fois tabassées dans la rue ou à la sortie de soirées ; des militants connus ont été agressés ; en

novembre 2023, le groupe Guignol Squad a attaqué une conférence sur la Palestine avec des barres de fer, blessant gravement trois personnes. Les deux tiers de ces agressions sont restées sans aucune suite judiciaire.

En instrumentalisant la mort de ce jeune identitaire, ceux qui accusent Mélenchon et la prétendue « ultragauche », cherchent à isoler LFI et à faire de ce parti un pestiféré, puisqu'il est un concurrent sur le terrain électoral et au parlement. Par la même occasion, ils dédouanent l'extrême droite, au moment où les partis de droite s'en distinguent de moins en moins et pourraient bientôt gouverner avec elle. Les uns et les autres, PS compris, lui

ouvrent ainsi un boulevard.

Mais au-delà des rivalités entre partis qui se disputent le pouvoir, cette campagne menace tous ceux qui refusent de se taire quand Netanyahu, soutenu par les dirigeants français et occidentaux, massacre les Palestiniens ou qui dénoncent le sort indigne réservé par l'État aux migrants. En dénonçant la « violence » d'une « ultragauche » mal définie, il s'agit de faire oublier la violence exercée dans de vastes proportions par ceux qui gouvernent. En fait, cette campagne vise à intimider tous ceux qui refusent de marcher au pas dans cette période où ceux qui dirigent préparent ouvertement la guerre.

Xavier Lachau



Banderole Nemesis.

Contre l'extrême droite, un combat politique

Les événements de Lyon ont mis en lumière les actions de groupes d'extrême droite qui n'hésitent pas à venir perturber des réunions publiques et à agresser physiquement des adversaires politiques réels ou supposés.

Ces groupes, allant des identitaires aux nostalgiques du fascisme, sont nourris par la diffusion permanente dans les médias d'idées réactionnaires, xénophobes, nationalistes et sécuritaires. Même si le Rassemblement national, dans le cadre de sa dédiabolisation, se démarque ostensiblement de ces groupes peu présentables, ses succès électoraux grandissants et l'alignement de la plupart de ses concurrents sur sa démagogie, les encouragent et favorisent leur recrutement. La campagne médiatique et

politique déclenchée après la mort du jeune identitaire, qui fait désormais figure de martyr, pourrait renforcer, non seulement les idées de l'extrême droite, mais aussi les agissements de ces nervis violents.

Cette mouvance représente un danger pour les organisations ou les partis qui contestent peu ou prou l'ordre social, pour ceux qui militent sur le terrain de la défense des droits des migrants, pour la fraction immigrée de la classe ouvrière, pour les militants syndicaux et plus généralement

pour les travailleurs qui entrent en lutte, font grève, manifestent ou organisent des piquets de grève. Il serait illusoire et naïf de s'en remettre à la police ou la justice pour s'en prémunir.

Il est donc bien sûr vital que les manifestations, réunions, conférences et autres actions publiques se protègent contre ces menaces physiques par des services d'ordre capables de se faire respecter. Mais combattre l'extrême droite, faire reculer les idées xénophobes et empêcher de nuire les groupes identitaires prêts à attaquer, représente un tout autre enjeu. C'est une

lutte qui ne se gagnera pas en répondant sur le même terrain, par des batailles rangées entre gros bras, qui ne sont pas les méthodes du mouvement ouvrier.

Elle ne peut remporter des succès qu'au travers de la lutte de classe et du combat social. L'extrême droite a été nourrie par les trahisons des partis de gauche qui prétendaient représenter les classes populaires et qui leur ont fait supporter toutes les conséquences de la crise du capitalisme quand ils sont passés au pouvoir. C'est ce qui a entraîné leur discrédit, leur perte d'influence et cela se

traduit aujourd'hui, au sein de la classe ouvrière, par l'absence de perspectives, le fatalisme, la résignation et l'absence de luttes collectives.

La lutte contre la progression de l'extrême droite ne peut être séparée du combat pour que les travailleurs retrouvent la confiance dans leur force collective et la conscience d'avoir des intérêts communs par-delà leur diversité, et finalement des perspectives pour changer cette société. C'est une tâche fondamentale pour ceux qui se réclament du communisme et de la révolution.

X. L.



14 février à Paris : le meeting des listes Lutte ouvrière d'Île-de-France

Le meeting de soutien aux listes Lutte ouvrière d'Île-de-France, samedi 14 février à Paris, a été un succès. Devant une salle enthousiaste de 1 200 personnes, Marielle Saulnier, qui conduit la liste à Paris, a pris la parole, ainsi que nos porte-parole Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, respectivement têtes de liste à Pantin et à Poissy. On trouvera ici des extraits de leurs interventions, dont l'intégralité est publiée sur le site internet de Lutte ouvrière.

Marielle Saulnier : "des révoltes, il y en aura"



À l'hôpital, il y a une technologie et une médecine de pointe avec des médicaments innovants, des robots d'aide à la chirurgie mais il y a en même temps un manque chronique de moyens. Tous les jours, nous courons après un appareil à mesurer la glycémie d'un patient diabétique ou un tensiomètre qui fonctionne.

Nous sommes surtout épisés par la charge de travail, la diminution des effectifs, les plannings qui changent tout le temps, les demandes de faire des nuits ou des week-ends en plus. Alors soyons sûrs que nous n'avons rien à attendre d'un directeur d'hôpital, d'une ministre de la Santé, d'une maire de Paris, tout comme d'un président de la République !

Nous ne pourrons composter que sur nous-même et

notre capacité à nous regrouper, à dépasser ce qui semble nous diviser, à comprendre que nous avons les mêmes intérêts à défendre. Nous savons tous, dans nos secteurs et nos métiers, ce dont nous avons besoin pour travailler dans de bonnes conditions, combien de matériel, quels locaux, combien de personnel. Alors nous serions les mieux placés pour gérer, et surtout pour décider !

Se loger, mais où ?

La gauche, qui se vante de son bilan après 24 années à la tête de la ville, prétend qu'il fait bon vivre à Paris. Mais « bon vivre », pour qui ? La ville a besoin de travailleurs pour la faire tourner, mais il est bien difficile de s'y loger !

Mes collègues habitent de plus en plus loin, en Seine-et-Marne quand ce n'est pas

carrément en province, par exemple à Orléans parce que les trains arrivent à la gare d'Austerlitz, proche de l'hôpital. À Paris, les loyers ont augmenté de 40 % en moyenne en 20 ans ! Le site de Loc'annonces, qui propose les logements sociaux de la Ville de Paris et de ses partenaires, disposait jeudi 5 février, de 14 logements, allant d'un studio « spécial jeune » de 23 m² à 651 euros par mois à un sept pièces de 138 m² à 2 397 euros par mois. C'est dire à quel point il n'y a rien ! Car les capitalistes construisent plus d'immeubles de luxe et aussi de bureaux, qui restent souvent vides, que de logements pour les classes populaires, tout cela avec la complicité de l'État et des gouvernements.

La solution viendra d'en bas, pour que toutes ces richesses, produites par le

travail de tous, servent à la collectivité.

La solution viendra d'en bas

Nous sommes des centaines de milliers, peut-être des millions de travailleurs, de toutes origines, de tous âges, à faire tourner la ville, ses bureaux, ses hôpitaux, ses écoles, son nettoyage... Rien que La Défense, c'est 150 000 salariés. Et il n'y a pas que les grandes entreprises, il y a la myriade de commerces de proximité, de cafés, de restaurants avec leurs employés payés au lance-pierre, plus ou moins déclarés et plus ou moins sans-papiers.

Comme vous le savez, Paris a été le théâtre de la Révolution française, de la Commune de 1871, de mai 68... Eh bien, des révoltes, il y en aura d'autres !

Jean-Pierre Mercier : "Il faut des élus communistes révolutionnaires"

Même à l'échelle d'une municipalité, un candidat qui prétend qu'une fois élu, il va changer la vie des habitants des quartiers populaires, est un menteur. Ceux qui font ces discours savent que les problèmes de la vie quotidienne du monde du travail ne peuvent pas se résoudre à l'échelle d'une commune. Même sur des sujets dits « locaux », leur

marge de manœuvre est infime. Parce qu'il faut des moyens, et les communes n'en ont plus car l'État resserre les cordons de la bourse des dotations et des subventions.

L'État bourgeois réserve son argent à d'autres buts. Il le réserve à tenter de boucler le déficit abyssal qu'il a lui-même créé ; il le réserve pour donner 270 milliards

d'euros par an aux capitalistes ; il le réserve pour faire exploser le budget militaire et préparer la guerre !

Demain, il y aura moins de crèches, moins de transports, moins de services de santé accessibles, moins de profs et moins d'instituteurs, pour qu'il y ait plus de Rafale, plus de chars, plus de bombes, plus de munitions !

Une politique et ses conséquences locales

Voilà la logique du système capitaliste, voilà ce qu'il faut dénoncer, plutôt que de faire des promesses qui ne seront jamais tenues ! Il est absurde et vain de tenter de séparer « le local » du « national ». Parce que c'est bien l'État qui finance



les communes et que ces financements se réduisent comme peau de chagrin.

Mais aussi parce que tous les problèmes de la société capitaliste, de l'État capitaliste, rejoaillissent tôt ou tard à l'échelle locale.

En disant cela, je ne veux pas dire qu'avoir des élus communistes et révolutionnaires dans une commune ne sert à rien. Nous ne nous présentons pas seulement pour défendre des idées. Nous souhaitons avoir des élus et là où nous en aurons, nous aurons l'occasion de montrer comment peuvent agir des élus communistes révolutionnaires dans une municipalité. Nous espérons bien avoir des élus partout où cela sera possible parce qu'avoir des

travailleurs communistes dans un conseil municipal peut être un point d'appui et une aide utile pour les travailleurs d'une commune.

Cela permet parfois d'avoir accès à des informations et donc de pouvoir les rendre publiques. Cela permet de relayer, au conseil municipal, les engagements et les luttes des travailleurs, des chômeurs, des habitants des quartiers populaires.

Rien ne remplacera la mobilisation

Je peux prendre l'exemple de Poissy, dans les Yvelines, où je suis candidat. Cette commune abrite l'usine Stellantis où je travaille

avec plus de 2 000 travailleurs, que le groupe a décidé de liquider. Cette fermeture a comme seul objectif de protéger les dividendes des actionnaires, des Peugeot et des Agnelli. Elle fait aussi le bonheur des politiciens locaux, à commencer par le député macroniste Karl Olive, l'ancien maire de la commune, qui se vante d'avoir mis en relation la direction de Stellantis et celle du PSG, pour que le Qatar puisse acheter à prix d'or les terrains de l'usine afin que le PSG installe son futur stade et ses centres commerciaux. Qu'un militant ouvrier de Stellantis soit demain élu conseiller municipal serait

la certitude que toutes ces manœuvres – ou du moins celles dont nous serions témoins – seraient publiquement dénoncées.

Alors bien sûr, rien ne remplacera la mobilisation des travailleurs et sans une telle mobilisation, avoir ou pas des élus au conseil municipal de Poissy ne changera strictement rien. Mais à l'inverse, si des luttes éclatent, des élus pourront jouer ce rôle de porte-voix et de relais des travailleurs, et cela ne pourra qu'être positif.

Nous sommes communistes, et cela signifie d'abord dire la vérité aux travailleurs, les éclairer sur

la situation, leur enseigner, comme disait le militant ouvrier Fernand Pelloutier au 19^e siècle, « la science de leur malheur ».

Qu'importe si, avec ce qu'est l'état d'esprit de la classe ouvrière aujourd'hui, dire la vérité conduit à ne recueillir que de faibles scores électoraux. Nous ne sommes pas électoralistes. Ce sont ceux qui voteront pour nous, quel que soit leur nombre, qui auront raison, parce que leur vote signifiera qu'ils ont les yeux bien ouverts sur la réalité de leur condition de travailleurs, et ne se font pas embobiner par le baratin de leurs ennemis.

Nathalie Arthaud : "Des idées pour dynamiter le capitalisme !"



Nous n'avons qu'un seul programme : défendre auprès des travailleurs une politique pour renverser le capitalisme, parce que même en repeignant nos villes en rose ou en vert, ce n'est pas dans cette société-là que nous voulons vivre !

Notre sort et celui de nos enfants est suspendu aux affrontements capitalistes qui s'intensifient et mènent à de plus en plus de tensions, de massacres et de guerres. Il faut que cela change, et il faut une politique pour cela !

On ne peut pas se recroqueviller sur sa ville, sur l'action locale ou individuelle. Nous reculons précisément parce que nous ne nous battons plus sur l'organisation générale de la société. Nous reculons parce que nous nous résignons au capitalisme. Parce que nous laissons le pouvoir entre les mains de dirigeants cupides et belliqueux dont Trump est un spécimen particulièrement répugnant, mais dont Arnault, Mulliez, Bollore... en sont d'autres.

Nos villes connaîtront

peut-être demain le sort de Kiev ou de Gaza. Les lycées servent déjà de bases de recrutement pour l'armée. France travail, ancienne Pôle emploi, a dédié tout un service appelé Force spéciale de défense, dirigé par un général, pour aiguiller les chômeurs vers l'industrie de l'armement. Des usines automobiles prévoient de fabriquer des drones kamikazes.

Qu'est-ce que l'on entend aujourd'hui de la part de tous les partis politiques, de tous ceux censés faire l'opinion publique ? Qu'il faut arrêter d'être naïf. Que l'Europe s'est trompée en confiant sa sécurité aux Américains. Qu'il faut s'armer, augmenter les budgets militaires, même si la dette augmente. Qu'il faut construire une armée européenne, rétablir le service militaire, envoyer nos soldats en Ukraine. C'est-à-dire, comme l'a dit le général Mandon, être prêt à sacrifier nos enfants dans une nouvelle guerre.

Guérres entre rapaces

Le bourrage de crâne est quotidien. On nous rabâche en boucle les grands principes, le droit international, le respect et la souveraineté des nations... Que de grands mots et que de mensonges !

On assiste en réalité à la lutte la plus classique, la plus cynique entre rapaces capitalistes. L'enjeu des affrontements actuels n'est pas la défense nationale. C'est de savoir qui mettra la main sur les richesses du Groenland ; qui aura accès aux terres fertiles et au marché de la reconstruction en

Ukraine ; qui contrôlera les minerais du Kivu en RDC ; qui exploitera le pétrole du Venezuela...

Et il faudrait que nous, nous prenions parti pour les uns ou pour les autres ? Il faudrait que nous nous battions pour que le Groenland, au lieu d'être contrôlé par le capital américain, le soit par le grand capital européen ?

Il faudrait que l'on défende l'impérialisme français contre l'impérialisme américain ? C'est-à-dire aider nos exploitateurs à exploiter d'autres contrées et d'autres peuples ? Ce n'est dans l'intérêt d'aucun travailleur.

Les capitalistes français ont eu la main sur le nickel de la Nouvelle-Calédonie, sur l'uranium du Niger ou sur le cacao de la Côte d'Ivoire. Cela n'a rien rapporté ni aux Kanaks, ni aux Nigériens ou aux Ivoiriens. Les travailleurs d'ici y ont surtout gagné d'aller se faire tuer dans de sales guerres coloniales comme celles d'Indochine et d'Algérie.

C'est toujours la même histoire. On nous parle des intérêts de la France et on nous met dans la tête que dès lors qu'on a les mêmes papiers d'identité, on forme une communauté d'intérêt. En sport, il faut forcément supporter les champions nationaux. Et en économie il faut soutenir et être fiers de nos prétendus « fleurons français ». Alors qu'il ne s'agit QUE des intérêts de la bourgeoisie ! QUE des intérêts de Bolloré, d'Arnault, de Dassault, de Michelin ou de Peugeot !

Une société sans patron est possible

La bourgeoisie française prospère plus que jamais. En France, d'après le recensement de la revue Challenges qui mesure les fortunes en y intégrant le patrimoine professionnel, les milliardaires étaient 39 en 2017. Ils sont aujourd'hui 145. Qu'est-ce que cela change pour nous ? Ça ruisselle ? Ça les empêche de licencier à tour de bras et de payer des millions de travailleurs au lance-pierre ?

Les travailleurs n'ont pas d'intérêt commun avec les capitalistes, ni en matière de politique intérieure, ni en matière de politique extérieure.

En appeler à l'unité nationale ou à la souveraineté française, c'est appeler les exploités à faire l'unité derrière la France bourgeoise, derrière nos exploitateurs, derrière nos licenciateurs, derrière tous nos petits Trump, qui pullulent dans les hiérarchies des entreprises.

Union des exploités

Le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » qui termine le Manifeste Communiste de Marx et Engels n'était pas là pour la décoration. C'était une politique, l'idée de base sur laquelle

s'est construit le mouvement socialiste naissant : la nécessaire union des exploités de tous les pays, pour renverser le système capitaliste et construire à sa place une société plus juste, plus fraternelle de libres producteurs. À l'unité nationale, il faut opposer le camp des travailleurs et la lutte de classe. Au nationalisme, il faut opposer l'internationalisme des travailleurs qui changeront le monde.

Au-delà du vote, nos discussions, notre langage de classe laisseront des traces dans les esprits. Nous sommes les seuls à dire que l'on devrait travailler seulement quelques heures par jour ; à dire qu'une société sans patron est possible ; à dire qu'un monde sans frontières est l'avenir de l'humanité.

Ces idées, camarades, sont de la dynamite et pendant qu'ils préparent leur guerre, il faut la diffuser abondamment !

Nous nous portons candidats aux élections municipales, pour qu'un jour, toute notre classe se porte candidate à la direction de la société et montre qu'il y a un chemin pour un monde sans exploitation, sans la recherche du profit et de la concurrence et sans guerre.



Inondations : dégâts des eaux... et d'une politique

En visite à Cadillac, en Gironde, le 16 février, la ministre Monique Barbut chargée de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature, a rendu les collectivités locales responsables des conséquences de la crue dans le Sud-Ouest.

Il y a là de quoi soulever la colère de bien des habitants des communes du Lot-et-Garonne et de la Gironde sous les eaux. Car c'est bien l'État qui, pour faire des économies, s'est défaussé en 2018 sur les communautés de communes pour l'entretien des digues. L'État économisait ainsi des centaines de millions d'euros, charge aux communes de faire payer leurs habitants en les autorisant à prélever une nouvelle taxe, la taxe Gemapi, de plus de 40 euros par personne et par an.

C'est cette ressource que, selon la ministre, les collectivités n'utiliseraient pas « au maximum ».

En réalité, ce système qui laisse l'entretien des digues à la charge des communes est une catastrophe, d'abord parce que seules les communes les plus riches peuvent réellement faire quelque chose. Le coût de l'entretien et de la rénovation des digues, confiés à des entreprises privées via les marchés publics, s'est ainsi envolé. Bordeaux Métropole vient

de dépenser 4,5 millions d'euros pour 400 mètres de digues en bordure de la commune de Bègles, 2,8 millions pour conforter en urgence 200 mètres de digue à Floirac. Les travaux prévus pour les années qui viennent engloutiront près de 80 millions d'euros pour 35 km de digues au nord et au sud de l'agglomération.

Si Bordeaux Métropole, regroupant 850 000 habitants, a les moyens de faire de telles dépenses, ce n'est pas le cas de nombreuses communes rurales. Ainsi à Cadillac, la rénovation de 5 km de digues coûterait 5 millions d'euros à ses 31 000 habitants. Cela ne passe pas... et Cadillac est sous les eaux. L'entretien des digues est en effet



crucial. Entre Port-Sainte-Marie et Aiguillon près de Marmande, il a suffi d'un trou de taupe pour que l'eau s'engouffre et finisse par faire céder la digue, inondant 300 hectares de culture.

Faute de moyens, des élus ont renoncé à tout entretien. Ainsi, ceux du Grand Cubzaguais au nord de Bordeaux ont décidé en juin 2023 de ne pas reconnaître juridiquement les digues sur leur territoire, estimant que le coût du système, 23 millions d'euros d'investissement pour 24 kilomètres de digues et

300 000 euros annuels de gestion et d'entretien, était trop important pour leur budget. L'eau ne s'arrêtant pas aux frontières intercommunales, de telles décisions ne touchent pas seulement les communes qui les prennent mais toutes celles aux alentours, montrant l'aberration de ce système décentralisé.

Les conséquences des inondations sont terribles pour beaucoup d'agriculteurs, d'artisans et de petits commerçants, comme le relaye la presse nationale. Mais elles le sont aussi pour bien des familles populaires. Dans le Lot-et-Garonne, en début de semaine du 16 février, 1 600 personnes n'avaient toujours pas pu regagner leur domicile, et étaient accueillies dans des centres d'urgence. Bien des familles protègent leur logement comme elles le peuvent et déménagent provisoirement, en attendant que cela passe.

La visite de Monique Barbut n'a duré que quelques heures. Les inondations durent des jours, et les conséquences des économies sur l'entretien des digues vont durer pendant des années. Les budgets des communes étant de plus en plus contraints, ce système, financé à l'économie, annonce de nouvelles catastrophes.

Serge Benham

L'Etat et les crues : après moi le déluge

Les propos de la ministre renvoyant la balle aux élus à propos des inondations soulignent bien la désinvolture du gouvernement face aux souffrances des habitants, mais sa responsabilité se situe aussi à un autre niveau.

Tous les hydrologues affirment que si les digues et les barrages sont indispensables pour protéger la population, ces ouvrages n'empêcheront pas pour autant les inondations de se répéter et de s'aggraver. Elles ne prennent pas naissance sur les rives des cours d'eau, mais sur les bassins versants où ruisselle l'eau de pluie. Ils comprennent

à chaque fois plusieurs milliers de kilomètres carrés et des dizaines de communes, parfois loin des zones inondables. La construction de parkings, de nouveaux lotissements, de centres commerciaux a fait apparaître autant de surfaces imperméables sur lesquelles l'eau ruisselle au lieu de s'enfoncer dans la terre. Après les

épisodes de fortes pluies, la terre gorgée d'eau ne peut plus rien absorber. On peut comprendre la volonté d'un maire d'attirer de nouveaux habitants en construisant, ou de permettre à la population d'accéder à des commerces mais de telles décisions sont souvent prises sans en calculer les conséquences futures, sans aucune planification. C'est l'illustration même de l'anarchie capitaliste, et des répercussions dramatiques qu'elle peut avoir.

Les scientifiques estiment que les fortes pluies

et les crues se multiplieront à l'avenir, et qu'elles sont les premières manifestations des effets du changement climatique, mais les responsables politiques n'en tiennent en fait aucun compte. En réalité, les seules à prendre au sérieux ces avertissements sont les compagnies d'assurance qui augmentent les primes pour garantir leur profits, quand elles ne refusent pas tout simplement d'assurer les habitations et les communes menacées.

Daniel Mescla

Meetings avec Nathalie Arthaud

Lille

Mardi 3 mars à 19 h
Salle du Gymnase

Lyon - Villeurbanne

Jeudi 5 mars à 19 h
CCVA - 234, cours Émile Zola - Villeurbanne

Toulouse

Vendredi 6 mars à 19 h
Salle du Sénéchal
Métro Capitole

Bordeaux

Samedi 7 mars à 15 h
Théâtre Le Trianon

Nantes

Jeudi 12 mars à 19 h
Salle Nantes-Erdre



Réunions publiques avec les têtes de liste

Vendredi 20 février

- Saint-Fons à 18 h
Salle SPOT

Samedi 21 février

- Annonay à 18 h 30
Salle du Pré-d'ici
- Clermont à 17 h
Hôtel de ville

Mercredi 25 février

- Caen à 18 h 30
Salle 1bis, rue de Branville
- Bruay-sur-l'Escaut à 19 h
Place des Farineau

Vendredi 27 février

- Les Ponts-de-Cé à 18 h
Salle de la Chesnaie

Samedi 28 février

- Montargis à 18 h
Salle 16, rue Carnot
- Arras à 18 h 30
Salle des Bonnettes
- Strasbourg à 18 h 30
Maison des associations
- Vernon à 14 h
Campus des associations
- Aubervilliers à 15 h
Maison des services
Malisa Amini

• La Courneuve à 15 h

Salle Philippe Roux

• Metz à 16 h

Résidence Pilâtre-de-Rozier

• Creil à 16 h 30

Centre des rencontres

• Orléans à 16 h

Salle des Chats-Ferrés

• Colomiers à 17 h

Espace associatif,
place du Cantal



Éducation : non aux suppressions de postes !

Le 17 février, une journée de grève et de manifestations était organisée dans l'Éducation nationale par les principaux syndicats, pour protester contre les suppressions de postes.

Des écoles étaient parfois totalement en grève, comme à Paris dans le 19^e arrondissement, ou déjà occupées par les parents et les enseignants, comme dans bien des communes. Le ministère de l'Éducation a en effet annoncé, pour la rentrée scolaire 2026, la suppression de 3 256 postes, 1 891 dans le premier degré et 1 365 dans le second degré. Dans le primaire, il est prévu la suppression de 90 postes pour Paris, de 84

pour l'académie d'Amiens, dont 34 dans l'Oise. Ce ne sont que quelques exemples, car aucune académie n'y échappe.

Dans l'enseignement primaire, la conséquence de ces suppressions peut être la fermeture d'une classe entière, et parfois même de toute l'école. Les petites communes se voient ainsi privées de leur école, et les

enfants sont regroupés et envoyés dans un autre établissement, souvent à plusieurs kilomètres.

D'autres mesures visent à faire des économies sur les postes d'enseignants : la suppression de décharges horaires pour les directrices et directeurs d'écoles, s'agissant d'instituteurs qui prennent en charge les problèmes administratifs en plus de leur service. À cela s'ajoute un changement des conditions pour assurer les remplacements qui, loin de pallier le manque d'enseignants remplaçants, agravera leurs conditions de travail. On manque aussi d'agents pour accueillir les enfants, en maternelle par exemple, pour s'occuper de la cantine, d'AESH pour s'occuper des enfants handicapés. Tout va dans le même sens pour diminuer

les moyens au détriment de l'éducation des enfants, dans l'enseignement primaire comme dans les collèges et les lycées.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement prétexte la baisse démographique pour justifier ces coupes claires. Mais dans bien des quartiers ou communes où la population a augmenté, le nombre d'enfants à scolariser augmente évidemment aussi. Et même quand cette baisse est réelle, dans certaines communes par exemple, elle devrait au contraire permettre d'éduquer dans de meilleures conditions. Mais enseignants et parents savent que, pour le gouvernement, l'intérêt des jeunes passe après les économies budgétaires.

Aline Retesse



Lors d'une manifestation précédente.

Logement social : diminution programmée

Un décret publié fin janvier réduit, pour les trois prochaines années, les obligations de certaines communes en matière de construction de logements sociaux.

Ce texte concerne les communes soumises à la loi de Solidarité et renouvellement urbain (SRU), c'est-à-dire celles de plus de 3 500 habitants, ou de 1 500 en Île-de-France, situées dans des agglomérations ou intercommunalités de plus de 50 000 habitants. Jusqu'à présent, le taux minimal de logements sociaux, fixé en principe à 20 %, était relevé à 25 %

dans les agglomérations où la demande était particulièrement forte, c'est-à-dire lorsqu'on comptait plus de quatre demandes pour une attribution annuelle de logement. Désormais, ce ratio, appelé « seuil de tension », est porté à 5,5. Concrètement, cela signifie qu'un nombre encore plus important de demandes pourront rester insatisfaites sans que les collectivités soient

tenues d'augmenter leurs objectifs de construction.

Cette mesure concerne 87 agglomérations et 144 intercommunalités, parmi lesquelles Toulouse, Avignon, Rouen, Dijon, Caen, Orléans, Pointe-à-Pitre-Les Abymes en Guadeloupe. « *Le changement de seuil a été décidé afin de s'adapter aux réalités locales et à la tension croissante partout sur le territoire en matière de logement social* », a justifié le ministre du Logement, Vincent Jean-brun. En clair, cette réforme allège les règles au lieu d'accélérer la construction :

par la magie d'un décret, des collectivités qui étaient auparavant en infraction se retrouvent désormais en conformité.

À quelques semaines des élections municipales, cette décision est un coup de pouce aux maires qui ne veulent pas voir s'installer davantage de familles populaires dans leur commune et peuvent désormais déclarer qu'ils respectent la loi. Et c'est surtout un coup bas contre les 2,9 millions de ménages en attente d'un logement social.

Claire Dunois



HLM à Toulouse.

Beaux discours et vaines promesses

Alors que la réquisition des logements laissés vacants n'est quasiment jamais mise en œuvre, une proposition de loi déposée le 12 février par Danielle Simonnet, députée du groupe Écologiste et social, vise à donner dans ce domaine davantage de pouvoir aux maires.

Qu'il y ait des logements inoccupés, alors qu'un nombre croissant d'hommes, de femmes et d'enfants sont à dans la rue ou hébergés dans des conditions précaires, est effectivement choquant. En décembre 1994, l'association Droit au logement (le DAL) avait mis le doigt sur le problème en installant des personnes sans toit dans un logement vide appartenant

à un promoteur, Cogedim, en plein quartier chic de Saint-Germain-des-Prés à Paris.

La droite sous Chirac, puis la gauche avaient multiplié les discours annonçant des réquisitions, mais cela n'a guère été plus loin. Il n'y en eut que quelques centaines après l'élection de Chirac en 1995, 48 sur les 300 annoncées en juin 2001 par Marie-Noëlle-Lienemann,

ministre PS du gouvernement de gauche de Jospin, et à nouveau quelques dizaines en 2013 sous Hollande.

Les maires des villes, du moins ceux qui le voulaient, pourraient-ils faire beaucoup mieux aujourd'hui que les ministres de l'époque ? Ce n'est pas évident, car il faut « *repérer des logements durablement vacants et habitables, financer une remise en état si nécessaire et indemniser le propriétaire en échange d'un usage du logement à titre temporaire* », explique la Fondation pour le logement. En effet, dans les lois

en vigueur, rédigées par la gauche quand elle était au gouvernement, il n'est pas question d'exproprier le propriétaire de ses appartements laissés vacants, même s'il en possède une dizaine ou s'il s'agit d'une compagnie d'assurances ou autre société financière.

La loi prévoit qu'en cas de réquisition, le propriétaire percevrait un loyer alors qu'il ne touchait rien quand le logement était vacant. Et au cas où le locataire occupant les lieux se révélerait défaillant, l'État doit s'acquitter du loyer à sa place.

Danielle Simonnet pré-

cise bien que sa proposition de loi, si elle était adoptée, ne changerait rien à cela. Or, sans prétendre régler le problème général, la réquisition des logements vides aurait bien un sens pour aider, non les propriétaires à gérer leur patrimoine mais les sans-logis à en avoir un !

La seule réquisition capable de donner un toit à tous ceux qui en sont privés sera celle que les travailleurs eux-mêmes imposeront en faisant passer la défense des intérêts de plus pauvres avant celle de la propriété privée.

Jean Sanday

Iran: le massacre n'a pas fait taire la contestation

En ayant fait des dizaines de milliers de morts, et alors que les arrestations et les exécutions s'accélèrent, les dirigeants iraniens n'ont pas éteint la révolte. Pour tenter de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, ils soufflent le chaud et le froid.

D'un côté, les arrestations, la torture et les pendaisons après des procès expéditifs prennent un rythme rarement atteint. De l'autre, le gouvernement annonce, par exemple, que les femmes sont désormais autorisées à conduire des deux roues, ce qu'elles étaient déjà nombreuses à faire bien que la loi leur interdisait.

Le 47^e anniversaire de la République islamique, le 11 février, devait être une démonstration de force du régime. Mais on a pu voir des femmes non voilées participer à l'événement, tandis que des avocats révélaient que des familles de détenus ont été fortement incitées à y assister en échange d'une libération potentielle. Une autre périple a un peu gâché la fête : un présentateur de la télévision officielle a fait un lapsus en commentant les slogans criés à la gloire du régime. Il a dit « Mort à Khamenei ! » (nom du

« guide suprême ») au lieu du traditionnel « mort à l'Amérique ! », ce qui a conduit au licenciement du directeur de la chaîne !

Depuis que les milices ont massacré des milliers de manifestants, des rassemblements et des manifestations se poursuivent : pour obtenir l'accès au corps d'un proche sans avoir à payer ni à prétendre qu'il appartenait aux forces de répression, pour la libération de prisonniers ou contre des condamnations à mort. Ces rassemblements, qui témoignent de la solidarité d'une large partie de la population, se tiennent par exemple à l'initiative d'étudiants ou de soignants qui réclament des nouvelles de leurs collègues arrêtés car le régime leur reproche d'avoir soigné les blessés en dissimulant leurs noms.

Les rassemblements traditionnels marquant les

40 jours qui suivent le décès des manifestants tombés autour du 8 janvier ont eu lieu dans la semaine du 16 février. Sur les tombes ou autour de portraits, ils ont été une nouvelle occasion de défier le régime, avec des danses, interdites, ou des slogans.... À Abadan, dans l'ouest du pays, où la population avait pendant quelques jours de janvier chassé les forces de répression, la commémoration est devenue une manifestation scandaleuse « Mort à Khamenei », qui a essuyé des fusillades.

Des mouvements ont repris dans l'Éducation, où les places des enseignants et des écoliers tués ou arrêtés sont vides. Il y a de nouveau des grèves pour les salaires car « trop c'est trop, notre table est vide », scandent des ouvriers. Ainsi dans une mine de charbon de la province de Kerman, les intimidations, via des amendes et des convocations au tribunal, ne semblent pas décourager les grévistes. À Ahvaz, la dernière grève s'est soldée par une victoire sur les salaires, tandis que sur le complexe



از تمامی والدین دعوت می شود روز چهارشنبه ۲۹ بهمن ماه، برای حفظ امنیت فرزندان شان و در همینگی با خانواده های داغدار، از فرستادن کودکان خود به مدرسه خودداری نمایند.

Une affiche appelant « à la grève et au deuil dans les écoles » le 19 février.

pétrolier de South Pars, la grève interrompue début janvier a repris de plus belle, malgré l'arrestation de plusieurs porte-parole.

La terrible saignée per-

pétrée par le régime ne suffit visiblement pas à faire taire les travailleurs, ni tous ceux qui refusent de se résigner. C'est un gage d'espoir.

Elise Patach

Négociations sous la menace

Le 17 février, Steve Witskoff, l'envoyé spécial des États-Unis, et Jared Kushner, gendre de Trump, ainsi que le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, ont participé à Genève, sous médiation du sultanat d'Oman, à de nouvelles discussions portant officiellement sur le programme nucléaire iranien.

S'il y a discussion, c'est sous la menace d'une intervention militaire amé-

ricaine. L'absence d'un accord aurait « des conséquences très traumatisantes » pour l'Iran, a déclaré Trump à plusieurs reprises. Les États-Unis, qui conjointement avec Israël ont bombardé les installations nucléaires iraniennes en juin dernier, ont déployé d'énormes moyens militaires dans le Golfe. Un second porte-avions est arrivé dans le détroit d'Ormuz et 18 nouveaux avions F-35 y

ont également été envoyés. Au total, près d'un tiers de l'armada des États-Unis serait présente dans cette zone. À cette démonstration de force, l'ayatollah Ali Khamenei a répondu en fermant partiellement, pour des « exercices militaires », ce détroit qui dessert les plus grands producteurs de pétrole du Golfe.

Si chacun montre ses muscles comme il se doit dans ces circonstances, les

États-Unis en ont davantage les moyens que l'Iran, et de très loin. Trump peut donc espérer que le pouvoir iranien se pliera à ses volontés. Malgré les déclarations guerrières de l'ayatollah Khamenei, le message a sans doute été reçu. Le ministre Abbas Araghchi a annoncé, en arrivant à Genève, avoir « de vraies idées pour parvenir à un accord juste et équitable ». Ces « vraies idées » pourraient être des

propositions pour permettre aux entreprises américaines de faire de bonnes affaires.

L'avenir dira si cela convaincra Trump et les compagnies américaines, qui au fond peuvent être satisfaits et rassurés que le régime se soit chargé au mois de janvier d'écraser la révolte de sa population. Quant à celle-ci, elle n'a rien à espérer d'un tel accord entre criminels.

Aline Retesse

Gaza: les complices du génocide refusent qu'on les dénonce

Le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a réclamé la démission de la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens, Francesca Albanese.

Barrot reproche à Francesca Albanese des « propos outranciers et coupables qui visent [...] Israël en tant que peuple et nation ». Ce ministre ajoute qu'elle

Cette campagne politique prend appui sur un montage tronquant les propos tenus le 7 février par Albanese, que les milieux pro-israéliens ont fabriqué et fait circuler, et qui a été repris par la députée macroniste Yadan. Ces faussaires ont déformé la dénonciation d'une politique orchestrée et organisée par

de grands pays et de grands média, qui ont armé, soutenu et accompagné Israël dans une guerre ayant tué plus de 70 000 Palestiniens et détruit Gaza, et le présentent comme un appel à rayer Israël de la carte que la diplomate n'a jamais prononcé.

En fait, Barrot reproche à Francesca Albanese de

dénoncer clairement ce génocide alors que le gouvernement français l'a couvert et a continué à livrer des armes à Israël. Tout comme l'État américain, l'État français s'en prend à une diplomate parce qu'elle dénonce un génocide dont il est lui-même le complice direct.

Lucien Détroit

Cuba : étranglée par l'impérialisme

Le blocus économique permanent que les États-Unis imposent à Cuba s'est renforcé ces dernières semaines par l'interruption presque totale de la livraison de pétrole.

Le pétrole du Venezuela n'est plus livré depuis que, début janvier, les États-Unis ont enlevé le président et menacent sa remplaçante d'un sort pire si elle ne se soumet pas à leurs diktats. La marine américaine arraïonne les pétroliers qui ne respectent pas l'embargo décrété par les États-Unis. Autre fournisseur de Cuba, le Mexique est

de même obligé d'arrêter ses exportations de pétrole vers l'île des Caraïbes.

Cuba vit donc au rythme d'économies énergétiques forcées qui rendent la vie de ses 11 millions d'habitants très difficile. Les transports et l'électricité fonctionnent de façon intermittente. Il devient très compliqué de faire le plein. Le fonctionnement

des hôpitaux est réduit. L'économie tout entière est étouffée, de ce qu'il reste du tourisme à l'agriculture et aux usines qui transforment la canne en sucre.

L'hostilité de l'État américain envers Cuba n'est pas une des lubies de Trump. Elle a été constante sous tous les présidents des États-Unis, républicains comme démocrates, depuis 67 ans. Car en 1959, sans avoir la permission de l'impérialisme américain qui considère les Caraïbes comme son arrière-cour, une guérilla s'était transformée en révolution populaire pour renverser le dictateur à la botte de Washington qui dirigeait Cuba.

Fidel Castro, Che Guevara et leurs compagnons avaient pris le pouvoir et, appuyés par la population cubaine, ils avaient pu refuser de céder aux pressions des États-Unis au cours des années suivantes. Ils avaient résisté à des tentatives d'assassinat, de corruption et même à une tentative de débarquement, à la grande satisfaction de nombreux opprimés de par le monde.

Soumis à un embargo économique, le régime castriste avait pu faire fonctionner l'économie et même développer l'accès à l'éducation et à la santé en nationalisant certaines entreprises américaines. Il s'était tourné vers l'URSS, le rival des États-Unis à l'époque de la guerre froide, pour survivre économiquement. Certains pays d'Amérique latine l'avaient aussi aidé à rompre son isolement pour signifier au puissant impérialisme américain qu'il ne pouvait pas tout se permettre. En échange Cuba avait fourni des médecins que sa priorité donnée à la santé lui permettait de former en bien plus grand nombre que ses voisins soumis aux multinationales américaines.

Depuis la disparition de l'URSS, il y a 35 ans, les difficultés économiques se sont aggravées dans cette île, marquée par le sous-développement dû à des siècles d'oppression coloniale, d'exploitation esclavagiste et des décennies de soumission au puissant voisin américain. Malheureusement, les efforts du régime castriste pour se

maintenir malgré tout l'ont conduit à renforcer ses côtés autoritaires.

Les États-Unis utilisent le prétexte du manque de démocratie dans cette île assiégée par un ennemi infiniment plus puissant, prétendant agir dans l'intérêt de la population. C'est un mensonge accrédité par les plus réactionnaires des Cubains émigrés en Floride. Mais tout en privant Cuba de pétrole, Trump fait aussi pression sur le Nicaragua pour qu'il empêche les Cubains fuyant le désastre économique en cours de passer par son territoire pour rejoindre les États-Unis.

L'objectif de l'impérialisme n'est évidemment pas la défense de la liberté et de la démocratie à Cuba. Il est de réaffirmer sa prédominance sur tout le continent américain, si possible en faisant tomber le régime issu de la révolution de 1959 pour le remplacer par des dirigeants qu'il choisira. Il veut refaire de l'île ce qu'elle était avant cette date : une de ses semi-colonies.

Lucien Détroit



Un pétrolier russe dans un port de Cuba.

Inde : Macron en tournée d'affaires

En visite en Inde du 17 au 19 février, Macron s'emploie à soigner les relations commerciales et diplomatiques de la bourgeoisie française dans le sous-continent, en toute amitié avec son homologue, l'ultranationaliste Narendra Modi.

À cette occasion, Macron est accompagné d'une délégation d'une centaine de patrons. Parmi eux, Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, venu finaliser un contrat colossal portant sur la vente d'avions de combat Rafale. Les deux présidents inaugureront une chaîne d'assemblage d'hélicoptères

Airbus. Les dirigeants de CMA CGM, EDF, Schneider Electric, Safran, Naval Group sont également du voyage. Aujourd'hui déjà, près de 700 entreprises françaises sont implantées en Inde, où elles emploient environ 575 000 salariés. Le contexte est favorable au développement de leurs affaires :

Des victimes en Rafale

Le PDG de Dassault est évidemment présent dans la délégation de Macron, puisque la vente de 114 Rafale pour 33 milliards d'euros devrait être confirmée à l'occasion de ce voyage.

L'Inde est déjà un bon client pour Dassault : elle a acheté depuis 2016 36 Rafale pour l'armée de l'air et 26 pour la marine.

Certains d'entre eux ont servi en mai 2025 lors du conflit avec le Pakistan qui disposait, lui, d'avions de chasse américains et chinois. Apparemment, le fait qu'au moins un Rafale se soit écrasé, peut-être pour des raisons techniques, n'a pas nui à la poursuite des affaires avec l'Inde !

J. S.

tandis que Trump a imposé des droits de douane de 50 % sur les importations indiennes aux États-Unis, un accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne a été conclu le 27 janvier. S'il est ratifié par les États et le Parlement européen, il promet une forte baisse des droits de douane à l'importation et à l'exportation. Les entreprises françaises entendent bien profiter ainsi encore plus de l'immense marché de ce pays de 1,4 milliard d'habitants qui compte, au milieu d'un océan de pauvreté, plusieurs centaines de millions de consommateurs potentiels. Elles cherchent aussi à tirer parti des salaires indiens, souvent inférieurs à 400 euros.

Ces perspectives méritent bien de fermer les yeux sur la politique de Modi, au pouvoir depuis 2014. Corruption et clientélisme persistent dans le pays, tandis que Modi promeut un fondamentalisme hindou agressif, désigne les 200 millions de musulmans du pays comme des ennemis



de l'intérieur, et entretiennent les tensions au Cachemire et à la frontière avec le Pakistan. Loin des promesses de « Nouvelle Inde », « sûre et prospère », sur lesquelles Modi fait campagne lors des élections, seuls les plus riches bénéficient de sa politique. Les 100 plus grandes fortunes indiennes ont augmenté de 40 % en 2024 : ce groupe d'ultrariches possède collectivement 1 000 milliards de dollars. Les classes populaires indiennes, elles, subissent un dénuement et une précarité généralisée : 800 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire et près de 80 % des travailleurs relèvent du « secteur informel », c'est-à-dire travaillent sans contrat et sans droits. Mais cette situation n'est pas pour gêner Macron, ni les dirigeants des grandes entreprises françaises : les affaires sont les affaires.

Claire Dunois

Affaire Epstein : leur sale petit monde

Jour après jour, les médias du monde entier révèlent les noms de puissants personnages impliqués dans les réseaux du financier milliardaire, entremetteur, proxénète et pédocriminel Jeffrey Epstein.

La relation de Sultan Ahmed bin Sulayem et d'Epstein est particulièrement éclairante. Sultan Ahmed dirigeait DP World, entreprise géante de logistique portuaire, présente dans 80 pays et employant 100 000 personnes. Cette société, qui appartient à la famille régnante de Dubaï, voulait acquérir des participations dans les ports des États-Unis dont l'accès est étroitement contrôlé par les lois de ce pays. Pour y parvenir Sultan Ahmed s'adressa en 2006 à Epstein qui, moyennant finance évidemment, pouvait lui présenter les bonnes personnes, dans les affaires, les ports, la politique, la magistrature, etc.

L'affaire a fonctionné, DP World a pris pied

en Amérique. Les deux hommes n'en sont pas restés là et, entre 2006 et 2019, ont échangé des milliers de mails, dans lesquels les affaires financières s'entrelaçaient de considérations sur leurs ébats sexuels. Ils ont voyagé ensemble et Sultan Ahmed a plusieurs fois séjourné dans l'île privée d'Epstein. Ces faits étaient semble-t-il connus depuis longtemps, sans conséquence aucune. Il a fallu, devant le scandale mondial voulu par Trump pour noyer sa propre implication, que des organismes financiers publics, canadiens et britanniques, se désengagent de leur association avec DP World pour que Sultan Ahmed soit remercié par la famille régnante.

Ces hommes de la galaxie Epstein et ceux qui les couvrent ou feignent d'ignorer leurs moeurs, tous ceux qui sont en affaires avec eux, directement ou non, forment la classe dirigeante mondiale. Leur moralité n'est qu'une question de degré. Puisqu'il est normal, et même conseillé, d'inviter un client dans le meilleur restaurant possible, pourquoi donc lui refuser un pot-de-vin, qu'on inscrira aux dépenses de l'entreprise, pourquoi pas lui fournir une escort-girl ou autre, suivant les goûts du personnage concerné ? Puisque tout s'achète, pourquoi pas les jeunes filles, les magistrats, les journalistes et les ministres ?

Les affaires réputées légales des capitalistes ne sont pas moins répugnantes que celles qualifiées de délictueuses. Ainsi, DP World, parmi ses multiples affaires,

a acheté la compagnie maritime P & O Ferries en 2019, grâce aux réseaux britanniques d'Epstein. Durant la pandémie de 2020, la compagnie toucha des dizaines de millions de livres de subventions publiques puis, le 17 mars 2022, elle débarqua sans préavis tous ses équipages sous contrat de travail britannique, les remplaçant par des marins corvéables à merci. Toute l'opération a été garantie par des avocats, des

juges et des responsables politiques tout ce qu'il y a d'honorables et de respectueux... forts du droit absolu du propriétaire d'user et d'abuser de sa propriété, hommes et navires confondus.

Ce n'est pas des hommes vicieux comme Epstein et sa bande qui pourrissent la société, c'est une société pourrie qui engendre et entretient une classe dirigeante à son image.

Paul Galois



Station spatiale : à bas les frontières !

La Conférence de Munich sur la sécurité, du 13 au 15 février, a été une nouvelle occasion pour les rivalités entre les États européens de se manifester, malgré tous les discours sur la nécessité de s'unir face aux États-Unis.

Ce raout diplomatique, comparable au forum de Davos, a réuni une soixantaine de délégations de gouvernements, dont le ministre des Affaires étrangères chinois. Fondée en 1963 par un éditeur allemand, ancien officier organisateur de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944, la Conférence est restée confidentielle jusqu'à ce que la guerre en Ukraine la transforme en caisse de résonance de la montée des tensions internationales et de la préparation des opinions publiques au réarmement des pays européens et à la guerre.

Ainsi, à la tribune, le chancelier allemand Merz s'est exclamé : « Nous, en Europe, avons mis fin à de longues vacances loin de l'histoire du monde », et a promis : « Nous ferons de la Bundeswehr l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe, et ce, le plus rapidement possible. » Ce qui ne l'a pas empêché de reprocher à Macron et à son gouvernement de ne pas consacrer assez de moyens au « réarmement de l'Europe ». En fait, quand Merz évoque l'Europe, ce sont des intérêts des capitalistes allemands qu'il défend face à ses concurrents, en particulier français. L'Union

européenne n'est en réalité qu'une arène où les États membres défendent chacun leur bourgeoisie et où la loi du plus fort s'impose aux autres.

Le secrétaire d'État de Donald Trump, Marco Rubio, est venu quant à lui faire un discours, prenant un peu plus de gants vis-à-vis des chefs d'États européens que le vice-président J.D. Vance. Mais sur le fond, il s'agissait de réaffirmer l'hégémonie américaine. « L'Amérique trace la voie à un nouveau siècle de prospérité », s'est exclamé Rubio, avec l'assurance de représenter à Munich le plus gros des prédateurs de la jungle capitaliste.

Tous ces représentants du brigandage capitaliste sont concurrents et se disputeront sur la façon de se partager le butin résultant du pillage et de l'exploitation des travailleurs et des peuples. Quand ces dirigeants parlent de sécurité, ils n'envisagent que celle des profits de leurs bourgeoisies respectives.

Et pour les peuples, c'est la promesse de plus de dépenses militaires et la perspective d'une nouvelle guerre généralisée.

Boris Savin



La Conférence de Munich sur la sécurité.

Encore aujourd'hui, malgré la guerre en Ukraine, des astronautes américains et des cosmonautes russes travaillent ensemble dans la station. Sophie Adenot a d'ailleurs voyagé dans l'espace aux côtés du Russe Andrey Fedyaev et des Américains Jessica Meir et Jack Hetherway. Depuis l'an 2000,

la station est habitée de façon ininterrompue par les astronautes et cosmonautes de seize pays qui se relaient pour effectuer de multiples expériences scientifiques, elles-mêmes conduites par des équipes de chercheurs issus de tous les pays.

Vu depuis l'espace, l'évidence s'impose : les frontières, inventions extrêmement récentes à l'échelle de l'histoire de la Terre et même de l'humanité, n'ont aucun fondement. Vu de là-haut, il saute aux yeux que l'avenir de notre planète, l'évolution de son climat, la gestion de ses ressources, de ses océans, ne peuvent se gérer que dans sa globalité, à l'échelle internationale. Mais pour y parvenir, il faudra débarrasser la Terre d'un système social qui perpétue la barbarie dont les frontières sont l'une des manifestations.

Xavier Lachau

Port Édouard-Herriot – Lyon : tapis rouge pour Saadé

Jeudi 5 février, le milliardaire Rodolphe Saadé, sixième fortune du pays et propriétaire de CMA CGM, a été accueilli à Lyon par le gratin politique et économique.

Le ministre des Transports, la préfète, le maire de Lyon et son rival Aulas, Wauquiez, député de la région, ou encore Alain Mérieux, riche patron du secteur de la pharmacie, se sont retrouvés à l'hôtel Intercontinental.

Saadé venait discuter de la stratégie de son groupe de transport maritime sur l'axe fluvial Marseille-Lyon. En décembre 2024, la gestion des deux terminaux à conteneurs du port Édouard-Herriot a été cédée à un consortium détenu à 67 % par CMA CGM. Ce port appartient à l'État, qui l'administre via la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), une société anonyme à capitaux publics. Soixante-dix entreprises privées profitent de ses installations,

pour les transports d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits en vrac comme les céréales ou de conteneurs. Aujourd'hui, 5 % seulement du fret entre Marseille et Lyon passent par le Rhône et, en concurrence avec les capitalistes du transport routier, CMA CGM veut développer le fret fluvial. Saadé a donc annoncé 58 millions d'euros d'investissements pour moderniser les installations.

Sur ces 58 millions, 11 devraient être assurés par la CNR. S'il n'y a aucune transparence sur l'origine des fonds qui seront nécessaires à ces infrastructures, tout indique que les investissements seront faits avec de l'argent public. La famille Saadé reste ainsi fidèle aux recettes qui lui ont permis

d'amasser sa fortune, elle qui a bâti son empire avec l'aide des autorités françaises, entre un pavillon de complaisance avantageux et une imposition sur mesure, basée sur le tonnage des navires et non sur les bénéfices.

CMA CGM met en avant l'écologie, un argument qui est allé droit au cœur du maire EELV de Lyon, Grégory Doucet. Mais, si le transport fluvial pollue en effet moins que la route, l'objectif de Saadé n'est pas la protection de l'environnement mais celle de ses profits.

Dans la campagne électorale pour les municipales, Doucet, Aulas et les autres politiciens sont rivaux. Mais qu'ils soient de gauche, de droite ou du RN, dont des représentants étaient présents à la petite sauterie de Saadé, tous sont d'accord pour servir ces grands bourgeois.

Correspondant LO



Le port de Lyon, dit port industriel Édouard-Herriot.

Santé mondiale : la France diminue son aide

Après avoir longuement tardé à faire connaître le montant de l'aide de la France en faveur de la Santé mondiale, le ministre des Affaires étrangères a annoncé dans un communiqué, le 13 février, « une forte baisse des investissements ».

La diminution touche essentiellement le Fonds mondial contre les maladies infectieuses, le sida, le paludisme et la tuberculose, dont la France était jusqu'à présent le deuxième contributeur après les États-Unis. Pour les trois prochaines années, elle devrait verser 660 millions d'euros, soit un milliard de moins qu'entre 2023 et 2025.

La baisse a été dénoncée par les associations dont l'une des porte-parole a déclaré : « La France abandonne et met à mort des millions de personnes ». Selon Médecins du Monde, par exemple, certains programmes de lutte contre la tuberculose ou le sida pourraient s'arrêter du jour au lendemain, faute de financement.

La plupart des dirigeants des États occidentaux, à commencer par Trump, ont diminué fortement l'aide humanitaire versée aux pays pauvres. Le ministre français des Affaires étrangères s'est justifié en mettant en avant de « fortes contraintes » pesant sur les finances publiques. Mais cela n'empêche pas le gouvernement d'augmenter le budget militaire. Acheter des armes de guerre toujours plus destructrices est bien plus vital selon lui que d'assurer la santé de tous.

Hélène Comte



Alimentation : du slogan à la réalité

Trente-deux associations de défense des consommateurs et de lutte contre la précarité, parmi lesquelles Foodwatch, France Assos Santé ou UFC-Que choisir demandent au gouvernement d'imposer à la grande distribution de vendre à prix coûtant cent produits alimentaires essentiels et bons pour la santé.

Une de ces associations, Familles rurales, rappelle que le panier mensuel de produits de base recommandés par le Programme national nutrition et santé (PNNS) coûte 539 euros pour une famille de quatre personnes, soit 38 % du smic. Manger cinq fruits et légumes de qualité par jour est donc un slogan qui ne peut avoir de sens pour beaucoup de ménages modestes.

Et pourtant, selon Familles rurales, ce secteur représente une aubaine pour

la grande distribution : entre 2021 et 2023, celle-ci a acheté aux producteurs des fruits et légumes pour un peu plus de 12 milliards d'euros, et les a vendus pour près du double aux consommateurs, soit 23 milliards. Et ce ne sont pas non plus les petits producteurs qui en ont bénéficié.

Les négociations annuelles sur les prix, qui ont lieu entre la grande distribution et les industriels de l'agroalimentaire, sont en fait un affrontement entre groupes capitalistes, qui ignorent autant les intérêts des consommateurs que ceux des petits producteurs.

En attendant d'ébranler les capitalistes de l'alimentation, la proposition des associations a au moins le mérite de montrer, une fois de plus, le fossé entre leurs publicités et la réalité.

Sylvie Maréchal

Aldi : au tord-boyaux

Réserves sales, déjections de rats et odeur d'urine, produits congelés en vrac, manque de respect de la chaîne du froid : tel est le tableau peu ragoûtant présenté, le 15 février, sur France info.

Il s'agissait des réserves du magasin Aldi de Villiers-le-Bel dans le Val-d'Oise, qui lui ont valu une fermeture administrative en raison des risques d'intoxication alimentaire.

La direction a juré qu'il s'agissait d'un accident isolé. Mais ce n'est pas la première fois que cette chaîne est sanctionnée. En novembre 2025 un magasin Aldi d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise, a dû jeter 800 kg de marchandises avariées ; en février de la même année, des cadavres de souris et des aliments grignotés ont valu une mise en demeure à une centrale logistique du même groupe en Côte-d'Or.

Les clients ont été scandalisés à juste titre ;

un responsable de la CGT a affirmé que le manque d'hygiène était « pareil ou pire » dans les autres magasins.

Plusieurs travailleurs ont mis en cause le manque de personnel. L'un d'eux a déclaré au journaliste : « Vous ne pouvez être que deux, trois en magasin. Une journée lambda, c'est de la mise en rayon, que ce soit des fruits et légumes, des produits frais, des produits surgelés, de la caisse. Et le nettoyage, ça reste souvent au second plan ». Être seul, ajoutait-il, pour ranger plusieurs palettes de surgelés, cela signifie prendre le risque de rompre la chaîne du froid.

Voilà de quoi mettre sérieusement en doute les affirmations péremptoires du directeur qui reconnaît « traquer des économies » mais ne pas en faire sur la sécurité des travailleurs ou la sécurité sanitaire.

S. M.

Auchan : "À quoi ils jouent ? Au Monopoly ?"

«Je n'ai pas dormi de la nuit, on se sent trahis», a déclaré sur France 3 un travailleur du supermarché Auchan de Saint-Quentin, dans l'Aisne, en apprenant la mise en vente du magasin où, avec 17 autres de ses camarades, il travaille depuis des années. Au total, 91 supermarchés sont concernés.

Lors du même reportage, un militant syndical a dénoncé le monopoly auquel se livre la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan. En réalité, les Mulliez ne sont pas les seuls à jouer, mais bien tous les propriétaires des enseignes de la grande distribution.

Il y a deux ans, le milliardaire Kretinsky, nouvel acheteur du groupe Casino, décidait de vendre la totalité de ses 400 hypers et supermarchés sous enseigne Casino, pour lesquels Intermarché, Auchan et Carrefour se

sont portés acquéreurs.

En particulier, lors de cette opération, Auchan a repris 98 magasins. Depuis, 28 supermarchés, dont 16 ex-Casino, ont été fermés et tous les emplois supprimés.

Les grandes manœuvres ne se sont pas arrêtées là, puisqu'en décembre dernier, Auchan a annoncé à la surprise générale le passage de 266 supermarchés sous enseigne Intermarché et Netto, tout en conservant

la propriété des murs et des fonds de commerce. Aujourd'hui, Auchan annonce la mise en vente de 91 d'entre eux, proposés en priorité à Intermarché, puis à d'autres enseignes si Intermarché décline l'offre.

De telles manœuvres ne concernent bien sûr pas qu'Auchan. Ainsi la reprise en 2025 par Intermarché et Leclerc des 81 magasins de l'enseigne belge Colruyt, implantée dans le nord-est de la France, s'est faite avec

le licenciement de 700 salariés des bases logistiques et du siège social basés dans le Jura.

Aujourd'hui, plusieurs milliers de salariés de 91 supermarchés d'Auchan sont inquiets de leur sort. Les travailleurs ont toutes les raisons de se mobiliser pour se faire entendre et défendre leurs intérêts face à ces opérations patronales dictées par la loi du profit.

Philippe Logier

Centre SECPA – Rennes : disparition programmée

Après l'épidémie de Covid de 2020 et la surmortalité constatée dans les quartiers populaires, des centres de santé dits « structures d'exercice coordonné participatives » (SECPA) avaient été créés partout en France pour contribuer à l'accès aux soins.

Ces SECPA avaient été implantés au cœur des quartiers populaires et des zones rurales devenus des déserts médicaux. Et voilà que l'État, via le cabinet de la ministre de la Santé, annonce « mettre fin à l'expérimentation en l'état », en changeant les règles de leur financement. Vingt-six sont menacés d'ici trois mois sur le territoire.

À Rennes, les deux

centres de santé existants, ceux du quartier du Blosne et de Villejean-Beauregard, sont concernés. Implantés dans les deux plus grands quartiers populaires de la ville, ils concernent respectivement 2 000 et 13 000 patients.

Celui du Blosne vient d'emménager dans des locaux neufs, situés au plus près de lieux plus connus médiatiquement pour la présence du trafic de drogue.

L'État envisage ainsi d'abandonner un service rendu à la population, alors que son utilité n'est plus à démontrer, comprenant des médecins généralistes, orthophonistes, psychologues, sage-femmes,

médiatrices qui peuvent faire appel à des interprètes et débloquer des situations administratives complexes. L'évaluation du service rendu est claire et se traduit par « moins de prescriptions d'anxiolytiques et d'antidépresseurs, moins d'hospitalisations ».

Les professionnels de santé qui se sont mobilisés le jeudi 5 février au centre de santé du Blosne à Rennes ont eu raison, eux qui font les frais d'une politique de l'État orientant les budgets vers les capitalistes qui s'enrichissent au détriment de la santé du reste de la société.

Correspondant LO

Foyer Siqueiros – Saint-Denis : on ne se laisse pas déloger !

Depuis le 29 janvier, les résidents du Foyer Siqueiros, à Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, se sont organisés pour bloquer les travaux de destruction de leur tour.

Leur bailleur Adoma prévoit en effet de détruire ce bâtiment de 304 chambres pour construire une résidence.

Seulement 198 personnes seraient relogées sur deux sites. Mais Adoma n'a commencé à faire machine arrière que face à la mobilisation.

Dès le 30 janvier, des directeurs régionaux et départementaux que les résidents n'avaient jamais vus débarquaient. À cette occasion, un grand nettoyage des immondices autour de la tour

avait été fait par une entreprise. Maire et sous-préfète étaient annoncés, mais finalement n'ont pas montré le bout de leur nez, sans doute rebutés par la mobilisation des résidents et la présence d'une équipe de télévision.

Les résidents ont bien noté que la directrice régionale avait déclaré sur France 3 que tout le monde serait relogé ! Mais, alors que ce projet est connu depuis trois ans et que le comité des résidents réclamait une concertation, ceux-ci n'ont enfin obtenu

un rendez-vous que mardi 10 février. Cent d'entre eux ainsi que ceux d'un foyer voisin de Pierrefitte, venus en solidarité et accompagnés des soutiens, se sont rendus en manifestation au siège départemental d'Adoma, situé dans un autre foyer dont les résidents s'étaient aussi mobilisés.

C'est aux cris de « Un logement pour tous », « On est là, on bouge pas » que la délégation a été accompagnée pendant les trois heures de négociations où les représentants d'Adoma ont dû, pour une fois, écouter les résidents, tout en disant que les demandes présentées coûteraient « un argent colossal ». Il leur a été répondu

La Barre Thomas – Rennes : les capitalistes contre les emplois

Au début des années 2000, l'usine de la Barre Thomas à Rennes comptait environ 3 000 travailleurs qui fabriquaient des pièces en plastique et en caoutchouc pour le groupe Citroën. Depuis, elle a connu six propriétaires et ne compte plus que 250 salariés.

Il y a eu Citroën, Gomma, Silver Point, Cooper, Continental et, depuis le début du mois de février, le fonds d'investissement californien Regent. En effet, le dernier propriétaire, le groupe Continental, a revendu sa filiale OESL, qui compte des dizaines de sites de par le monde et

Correspondant LO



qu'à 350 euros pour 7 m² insalubres, « c'est nous qui donnons le colossal ». Finalement, Adoma a annoncé suspendre les travaux tant qu'un accord ne serait pas trouvé.

Une nouvelle manifes-

tation a été prévue par le comité de résidents pour interpeller la municipalité, dont les projets immobiliers coïncident avec ceux d'Adoma. La détermination reste intacte !

Correspondant LO

Domo – Saint-Fons : vol en bandes organisées

Début janvier, les branches allemande, espagnole et française du groupe chimiste belge Domo ont été mises en redressement judiciaire.

En France, sont concernés les sites Domo Polytechnyl, qui fabriquent des polyamides pour l'industrie dans les usines de Saint-Fons au sud de Lyon et de Valence dans la Drôme. À Saint-Fons, après la fermeture d'un atelier et un plan de suppressions de 155 postes (PSE), décidés au cours de l'année 2025 et ayant entraîné des mobilisations, c'est la menace d'une fermeture définitive qui s'abat sur les 540 travailleurs qui restent sur les deux sites.

Le 30 décembre, ils ont appris la situation par un message annonçant le non-paiement des salaires du mois. Depuis, le régime de garantie des salaires (AGS), une assurance financée par les cotisations patronales, a fini par payer la plupart des sommes dues. Ceux dont le licenciement tombait en décembre viennent enfin de toucher leur solde de tout compte comprenant leur prime de licenciement, mais sans la prime supra-légale obtenue après les grèves du printemps.

Le redressement judiciaire ayant suspendu l'application du PSE, les indemnités de licenciement ont été calculées sur une base moins favorable, car la prise en charge des AGS est plafonnée à 96 000 euros en tout et pour tout. Dans les faits, les travailleurs licenciés ont touché des primes de licenciement bien moins élevées et ils ont à présent le légitime sentiment d'avoir été volés. Quant à ceux dont le poste a été supprimé lors du PSE et qui sont actuellement soit en préavis soit en congés reclassement, ils se trouvent dans un vide juridique avec l'incapacité de se projeter à court terme.

Dans l'usine, l'ambiance est particulière : des sous-traitants qui n'ont pas été payés sont partis, d'autres ont réduit les effectifs. Des machines à café et des distributeurs de sandwichs ont même été enlevés par les prestataires, eux aussi non payés. L'usine tourne au ralenti, et cela pèse sur le moral. La direction, responsable de cette situation

catastrophique, a pourtant eu le culot de réclamer des efforts pour plaire à d'hypothétiques repreneurs !

En 2019, les deux géants de la chimie Solvay et BASF s'étaient entendus : Solvay voulait se débarrasser des usines produisant des polyamides jugées trop gourmandes en capitaux, pas suffisamment rentables et exigeant trop d'investissements, mais BASF ne pouvait pas les acheter car en situation de monopole. Le groupe Domo, sorti du placard pour l'occasion, a racheté une partie des polyamides en faisant un emprunt, dont la charge a été reportée sur les usines, donc sans qu'il ait quoi que ce soit à débourser lui-même. Cet emprunt a été ajouté aux dettes, ce qui a amené au redressement financier actuel du groupe.

La procédure juridique de redressement judiciaire, en coupant tous les liens entre Polytechnyl et le groupe Domo, permet à présent au patron de ce groupe, le milliardaire belge Jan De Clerck, de s'affranchir de toute obligation envers les travailleurs.

Caché derrière le secret des affaires, ces capitalistes ont ainsi siphonné le produit du travail, avant de mettre les usines en faillite sans payer les dettes et les indemnités dues aux travailleurs. Ce n'est pas la justice bourgeoise qui ira demander des comptes à ces riches familles, mais les travailleurs de Domo alliés aux milliers d'autres qui les entourent dans le couloir de la chimie.

Correspondant LO



Carrefour Alma – Rennes : saine colère

Plus de soixante employés du magasin Carrefour Alma de Rennes, sur 230, ont débrayé samedi 14 février pendant plusieurs heures, en colère face à la dégradation des conditions de travail.

Quelques jours auparavant, la responsable des caisses avait été agressée verbalement par le directeur général, événement qui a été vécu comme la provocation de trop dans un climat social rendu exécrable par les patrons. Le flicage constant de la direction, le matériel manquant ou abîmé ainsi que l'instauration d'heures de coupure dans les horaires avaient déjà fortement contribué à exaspérer les salariés. Une fois de plus, celles et ceux qui font tout tourner sont les derniers informés.

Cette grève réussie a donc permis aux travailleurs du magasin d'affirmer haut et fort qu'ils ne se laisseront pas faire. Comme lors de deux débrayages précédents, ils ont démontré qu'ils sont déterminés à se battre pour leurs emplois et leurs conditions de travail, quel que soit le nom de leur futur exploitateur.

Correspondant LO



Mobilisation contre les suppressions d'emplois en juin 2025.

NavalGroup – Ruelle-sur-Touvre : le licenciement ne passe pas

Jeudi 12 février, une centaine de travailleurs du site de NavalGroup de Ruelle-sur-Touvre, en Charente, se sont rassemblés et ont interpellé le directeur.

Ils protestaient contre la décision de licencier un ouvrier pour une erreur mineure sur une soudure après 22 ans dans l'entreprise. L'erreur était d'ailleurs sans conséquence puisque la pièce avait été acceptée en l'état.

En plus du licenciement abusif, le sentiment général est que cela peut arriver à tous et que la décision de la direction est une menace pour tous les travailleurs. Ce licenciement intervient alors qu'il est prévu une augmentation de la charge de travail.

La presse nationale et locale se félicite des bonnes affaires des industriels de l'armement. Ce licenciement montre que les bonnes nouvelles pour les patrons n'en sont pas pour les travailleurs. Il faut empêcher que n'importe quel petit directeur ait ainsi le droit de disposer de la vie d'un ouvrier.

Correspondant LO

Dassault – Cergy : sinistre plaisanterie

Y a-t-il vraiment eu un vent de panique mardi 10 février dans la France des actionnaires ? Toute la presse nationale et les chaînes de télévision ont alors fiévreusement annoncé qu'une « atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation » était suspectée chez Dassault, sur le site de Cergy.

La présence d'un Double 007 ou d'un de ses collègues était ainsi annoncée : espionnant dans l'usine, il portait même des lunettes connectées, et c'est tout dire ! On a pu assister dans les ateliers à un ballet du service de sécurité sillonnant les allées à la recherche de l'agent secret. C'est ainsi qu'un jeune intérimaire s'est retrouvé en garde à

vue, puis finalement relâché sans charge, vu le ridicule de la situation : il n'avait en effet cherché qu'à faciliter l'exécution de son travail de câblage en prenant quelques photos.

Il y a d'autant plus de quoi s'indigner que Dassault a transformé le site de Cergy en camp retranché bardé de caméras, à l'extérieur tout comme à l'intérieur des ateliers. La direction ne se gêne donc pas, elle, pour espionner ses salariés et les mettre en garde à vue permanente.

Reste le plus scandaleux : après avoir mis en marche ce mauvais canular, Dassault n'en a pas moins licencié ce travailleur.

Correspondant LO

La Poste : mission impossible pour les élections

Dans certains bureaux de poste en région parisienne, la direction demande aux facteurs de repérer les candidats aux élections municipales et de les lui signaler afin de leur vendre un contrat pour porter leur propagande.

Les facteurs se voient qualifiés sur les affiches de « meilleurs capteurs d'opportunités » et une prime mirifique de 20 euros par contrat leur est promise.

Sans même parler de ces contrats signés avec tel ou tel candidat pour distribuer leurs tracts dans les boîtes à lettres, chaque

élection se traduit par un véritable casse-tête pour les postiers quand il s'agit de porter la propagande officielle, professions de foi et bulletins de vote, en application du contrat signé avec l'État. À Paris, ce sera encore pire cette fois puisqu'il y aura en fait deux élections en une, pour

chaque arrondissement et pour le Conseil de Paris, et donc deux fois plus de matériel à porter. Cela n'a rien à voir avec la distribution de simples imprimés publicitaires au hasard, s'agissant d'un courrier volumineux, adressé, et qu'il faut trier, classer et distribuer dans les bonnes boîtes à lettres.

Alors que La Poste ne cesse de réduire les effectifs sous prétexte qu'il y a moins de courrier, là il y en aura autant que d'électeurs et, contrairement à ce qui se

passe pour les usagers, il y a un délai très court à respecter. Sans doute la direction a-t-elle son plan pour tenter de faire passer tous ces plis, qui se résume forcément à obliger les facteurs à dépasser leurs heures en aggravant leurs conditions de travail. Cette recherche frénétique de contrats payants est d'autant plus scandaleuse que dans le même temps La Poste ne cesse de dégrader la distribution habituelle du courrier. Celui-ci n'est plus distribué qu'un

jour sur deux et dans certaines villes de banlieue ou arrondissements parisiens on peut rester une semaine sans courrier si un facteur est absent, à moins d'aller le chercher soi-même au centre de distribution.

La direction veut capter les bénéfices en multipliant les contrats aux dépens des postiers. Ils ne sont pas masochistes au point d'entrer dans le jeu de sa recherche de contrats.

Correspondant LO

Pays de la Loire, la direction recule

À la suite des intempéries des 6 et 7 janvier, la direction régionale de La Poste (la DEX) a voulu imposer à tous les postiers des Pays de la Loire une récupération des heures non travaillées, par le biais d'une note de service appelée « heures perdues ».

INFOS MÉDIAS



En février, dans la région de Nantes.

La nouvelle est très mal passée, car c'est La Poste qui avait imposé la fermeture des centres et les salariés n'étaient pour rien dans les chutes de neige et les plaques de verglas... Au même moment, la nouvelle PDG se faisait voter une prime de départ de 450 000 euros, et même de 900 000 en cas de départ anticipé. L'argent ne manque donc pas dans les caisses de La Poste !

Soucieux des usagers, de nombreux facteurs ont fait des heures supplémentaires à la reprise, pour remettre le courrier et les colis le plus vite possible. Avec sa notice, la direction souhaitait évidemment éviter d'avoir à les payer en heures supplémentaires, et elle prétendait s'appuyer sur le code du travail, rarement favorable

aux travailleurs. Fort heureusement, son projet n'est pas passé... comme une lettre à la poste !

Une pétition initiée par des militants de la CGT a vite recueilli des dizaines de signatures par département, tandis qu'entre postiers, on commençait à parler de débrayage, voire de grève. Après s'être entêtée dans un projet de rattrapage des « heures perdues » qui avait tout de l'usine à gaz, la DEX a fini par faire savoir, lors d'une seconde réunion du CSE (Comité social et économique) sur le sujet, qu'elle y renonçait. La direction avait bien senti le mécontentement général, ne serait-ce qu'en voyant monter au créneau même les syndicats d'habitude les plus complaisants. Le fait qu'en

Normandie la DEX n'avait rien imposé aux agents a joué aussi.

En apprenant ce recul, les travailleurs étaient nombreux à se sentir fiers, à juste titre, de leur réaction collective. Mais ils savent aussi que La Poste n'en restera pas là. Cette première tentative déguisée d'annualisation du temps de travail sera suivie d'autres, car la direction a dans sa manche un projet « horaires variables » qu'elle commence à tester dans plusieurs centres en France. Pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques, les travailleurs devront faire craindre à La Poste des intempéries à leur sauce : une véritable tempête sociale.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent : Je ne suis pas un héros !

En recherchant un emploi, je suis tombé sur l'annonce d'une agence d'intérim pour un poste d'agent de fabrication dans un laminier à la SAM, une usine sidérurgique près de Nancy. L'annonce retient l'attention car elle invite à « devenir un super-héros de l'industrie » et à « relever un défi XXL ».

Comme si l'humiliation faite aux chômeurs n'était pas déjà assez difficile à vivre, l'annonce en rajoute en proclamant : « Enfilez votre cape et devenez l'indispensable héros ou héroïne de notre chaîne ! » ou « Préparez-vous : poste physique dans un

environnement dynamique, bruyant et poussiéreux. Mais chaque héros sait que c'est ça qui forge la force ! » On y apprend donc que les conditions de travail compliquées « forgent la force » mais aussi qu'il n'y a « pas besoin de salle de gym, vous aurez votre dose d'exercice ici ! » Car c'est bien connu, porter des charges lourdes, subir le bruit, respirer la poussière et ça pendant 12 heures, c'est juste de l'exercice ! Les travailleurs devenus handicapés ou malades au travail seront contents d'apprendre qu'ils ont simplement fait trop d'exercice ; rien à voir avec les cadences imposées

et la pénibilité du travail. Le smic saupoudré de quelques primes deviendrait même « attractif » et les 12 heures par jour, avec un jour de repos pour un jour travaillé, sont présentées comme une aubaine.

L'entreprise propose un poste en CDI, mais d'abord il faut être testé en intérim, histoire de savoir si l'on est le bon super-héros. À moins que ce ne soit, par hasard, pour vérifier si le héros ne possède pas un pouvoir gênant : celui de trop l'ouvrir et de se plaindre.

Malheureusement pour beaucoup de gens, et notamment les jeunes



FRED MARVAUX ER

dont je fais partie, l'intérim est de plus en plus la seule solution pour trouver du travail, et avec ça l'instabilité permanente : les difficultés à se projeter, ne pas savoir si on travaillera le mois d'après, devoir accepter presque tout, se

taire pour être gardé et malgré tout devoir postuler à ce genre d'offres, pas par goût du « défi XXL » ou pour le « salaire attractif », mais simplement parce qu'on a besoin de vivre.

Un lecteur révolté

Michelin – Clermont-Ferrand : emplois sacrifiés, actionnaires choyés

À l'automne, le PDG de Michelin prétendait que « la compétitivité du groupe a été dégradée » à cause de la « détérioration supplémentaire de l'environnement économique ».

Par conséquent, le 22 janvier, l'entreprise annonçait seulement 1 % d'augmentation des salaires pour les ouvriers et 0 % pour les techniciens et cadres en raison du « contexte économique ».

Pourtant la multinationale vient d'annoncer 2,9 milliards d'euros de profits pour 2025. Les actionnaires vont encore se partager cette année près

d'un milliard de dividendes, ce qui représente presque 700 euros par mois par travailleur du groupe. Cela, sans compter les deux milliards d'euros de rachats d'actions prévus entre 2026 et 2028, après déjà près de 1,2 milliard en 2024-2025. Ce sont autant de richesses que les salariés s'occupent à produire et qui vont partir en fumée, ou plutôt pour

faire monter le cours des actions et enrichir encore plus les actionnaires.

Il faut ajouter que les effectifs du groupe Michelin sont passés en deux ans de 123 500 à 115 800 travailleurs dans le monde, notamment avec les fermetures d'usines en Allemagne, aux États-Unis, au Mexique, au Brésil, à Cholet et à Vannes... au nom de la compétitivité. Ce sont des milliers d'emplois sacrifiés, là aussi sur l'autel des profits.

Depuis l'annonce du



Michelin – Clermont-Ferrand : le rassemblement sur le site de Gravanches.

blocage des salaires, des débrayages ont eu lieu dans différents ateliers. Vendredi 13 février, à l'appel de la CGT et de SUD, de nouveaux arrêts de travail se sont déroulés, et un rassemblement a réuni près de 150 salariés devant l'une des usines clermontoises.

Dans les ateliers et dans les bureaux, y compris parmi des cadres, les discussions vont leur train.

Il faudra contraindre Michelin à prendre sur ses profits, à augmenter les salaires, et à les indexer sur la hausse réelle du coût de la vie.

Correspondant LO

Usine d'Arc – Arques : mobilisation contre les licenciements

Lundi 16 février, l'intersyndicale de la verrerie Arc a appelé à une manifestation contre les menaces qui pèsent sur les emplois de cette usine qui fabrique de la vaisselle et compte encore plus de 3 500 salariés sur le site d'Arques, dans le Pas-de-Calais.

Il y a un mois, l'entreprise a été mise en redressement judiciaire. Le repreneur potentiel a pour projet de licencier plusieurs centaines de travailleurs pour contraindre ceux qui resteraient à travailler plus et à accepter plus de flexibilité.

Cette manifestation a réuni plusieurs centaines de

personnes pour dire « non » à ces menaces. Des élus du territoire étaient présents, des délégués d'autres entreprises ainsi que des retraités de l'usine étaient venus exprimer leur solidarité avec leurs camarades. Mais surtout, des travailleuses et travailleurs d'Arc étaient là, dont certains venus en groupe depuis leur

lieu de travail, pour dire leur colère face au mépris des patrons. La cartonnerie de l'usine, par exemple, était à l'arrêt du fait de la mobilisation. Certains travailleurs ont dû faire face aux pressions de leurs chefs qui maintenaient en leur disant qu'ils n'avaient pas le droit de se mettre en grève ou de poser un congé pour se rendre à la manifestation.

Quel que soit le repreneur, cette manifestation est une première étape pour l'ensemble des travailleurs

d'Arc qui refusent de voir leurs conditions de vie sacrifiées pour les profits d'actionnaires millionnaires avides. Pour avoir des

garanties sur leur avenir, ils ne pourront compter que sur leur propre mobilisation et leur unité.

Correspondant LO



La manifestation du 16 février.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exercent elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal février 2026.

Toute correspondance à **LUTTE OUVRIÈRE** - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom

Prénom

Adresse

Code postal, Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à **LUTTE OUVRIÈRE**, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Espagne : la régularisation tardive des migrants

Le gouvernement de Pedro Sanchez a annoncé la régularisation de 500 000 migrants, conjointement avec Podemos (le parti de « gauche radicale »). C'est bien la moindre des choses, alors que le Parti socialiste est au pouvoir depuis 2018 !

C'est sans doute un soulagement pour les centaines de milliers d'immigrés sans papiers en Espagne. Ils pourront obtenir un statut légal leur permettant d'obtenir un contrat de travail, un accès plus facile au logement et d'éviter le stress de se voir arrêter par la police. En effet, pour beaucoup d'immigrés, il ne reste souvent comme porte de sortie que de se rendre dans les immenses exploitations du sud du pays et de travailler dans les serres de fruits et légumes dans les conditions les plus difficiles.

Pour autant, il y a un gros décalage entre le discours de la gauche espagnole qui se présente comme progressiste et anti-Trump et la réalité. Il ne faut pas oublier

que ce même gouvernement a envoyé, il y a quatre ans, l'armée aux frontières pour repousser des migrants marocains, ce qui avait provoqué une trentaine de morts. C'est aussi ce gouvernement qui a passé ces dernières années des accords avec les gouvernements marocain et mauritanien afin qu'ils acceptent de faire le sale travail de refouler les migrants.

Par ailleurs, derrière l'effet d'annonce, il y a un véritable parcours du combattant pour les sans-papiers afin d'obtenir un titre de séjour, ne serait-ce que pour obtenir l'empadronamiento (l'attestation de résidence), un document indispensable pour être régularisé et souvent inaccessible aux

étrangers. Il faut donc acheter cette attestation au noir, ce qui peut coûter jusqu'à 400 euros pour un papier normalement gratuit. Il faut encore ensuite obtenir un rendez-vous, ce qui est en soi une entreprise bien difficile.

Ceux qui ont obtenu un titre de séjour rejoignent ensuite les millions de travailleurs précaires en Espagne. En effet, cette carte est un véritable permis d'exploiter pour les patrons, petits et gros, qui en profitent par exemple pour imposer des heures supplémentaires gratuites en faisant du chantage à l'emploi, car ils savent parfaitement qu'un immigré sans travail aura bien du mal à renouveler son titre de séjour. Cette précarité permanente est entretenue consciemment par les différents gouvernements au pouvoir qui fabriquent ainsi une main-d'œuvre exploitables pour les capitalistes.

Cette division artificielle créée entre les travailleurs fait le jeu de l'extrême droite et du développement des idées racistes. Le gouvernement socialiste en est complice car il souhaite éviter que les sans-papiers puissent accéder à l'égalité des droits et à la nationalité espagnole, ce qui leur permettrait de construire une vie un tant soit peu stable.

Adrien Baye

L'Ocean Viking, le navire armé par l'association SOS Méditerranée pour secourir les naufragés, a repris la mer au début de l'année. Il était immobilisé pour travaux depuis le mois d'août après avoir été pris sous le feu des garde-côtes libyens.

Dès sa première sortie, l'*Ocean Viking* a secouru des dizaines de migrants embarqués sur deux canots pneumatiques à la dérive et d'autres, mourant de soif sur un vieux cargo qui les avait recueillis. Mais les pays européens, non contents d'interdire leur sol aux migrants fuyant la misère, dressent devant leurs sauveteurs tous les obstacles possibles.

Alors que les lois de la mer, selon la tradition et même selon les accords en vigueur, stipulent que l'on doit sauver un naufragé, quel qu'il soit et quelles que soient les circonstances, les

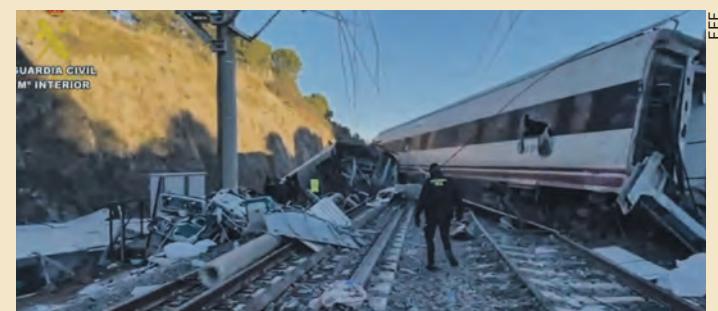
patrouilleurs européens ne le font qu'exceptionnellement. Au contraire, les États de l'Union européenne financent tout à fait officiellement les garde-côtes libyens pour poursuivre, arrêter ou couler les bateaux des migrants, puis pour enfermer les survivants dans des camps, les soumettant à des chantages ou pire encore.

Lorsque que des gens courageux arment un bateau comme l'*Ocean Viking* pour se porter au secours des migrants, l'Europe le laisse se faire mitrailler par ses hommes de main libyens. De plus, l'Italie contraint

l'*Ocean Viking* à débarquer ses naufragés dans les ports les plus éloignés de sa zone d'intervention. En 2024, les sauveteurs avaient ainsi perdu 80 jours sur ces trajets inutiles.

L'Office des migrations internationales, une filiale de l'ONU, a calculé que 2 475 personnes se sont ainsi noyées en Méditerranée en 2025 et que 25 000 avaient été refoulées vers les camps libyens. Depuis 2016, les volontaires de SOS Méditerranée ont ramené à terre sains et saufs 42 708 personnes. Mais combien d'autres se sont noyés en tentant d'atteindre la forteresse Europe ? Plus que jamais il faut abattre les frontières, qu'elles soient terrestres ou maritimes.

Paul Galois



Après l'accident ferroviaire à Adamuz, dans la province de Cordoue.

Les voyageurs risquent leur vie

L'accident de train dans la région de Cordoue, en Espagne, le 18 janvier, a tué 46 personnes et fait des centaines de blessés. Moins de 48 heures plus tard, dans un accident du train régional de Barcelone, un machiniste a été tué et 37 personnes blessées.

Il y a là la conséquence du manque d'investissements dans le réseau ferroviaire espagnol où, avec les années, c'est la rentabilité qui est devenue essentielle.

La détérioration du service ferroviaire n'est pas récente. Les incidents et les retards sur les réseaux de banlieue et provinciaux sont principalement dus à la négligence dont ils ont fait l'objet lorsque l'État a misé sur les lignes à grande vitesse plus rentables. Parallèlement, l'arrivée des compagnies privées sur ces lignes, avec la libéralisation du marché, a entraîné un accroissement du trafic ferroviaire de 46 %, soumettant les infrastructures existantes à des exigences accrues.

En août 2025, le syndicat des conducteurs de train a demandé que la vitesse soit réduite sur certains tronçons, non seulement sur la ligne Malaga-Madrid, qui a été celle de l'accident, mais aussi sur d'autres lignes, en raison des vibrations et des secousses causées par les trains en circulation. Il a fallu ces accidents et la grève des cheminots les 9, 10 et 11 février pour que les entreprises et le gouvernement fassent quelques annonces d'investissements supplémentaires pour la maintenance et l'entretien des voies. On sait cependant ce que valent ces promesses face à l'appât du gain.

La détérioration qui touche actuellement des secteurs tels que les chemins de fer, la santé ou l'éducation est à l'image d'un déclin général de la société soumise à l'impératif de la bourgeoisie, qui

est de multiplier ses profits à tout prix. Ceux qui disent que notre société est malade ont raison : sa principale et pire maladie

est le capitalisme.

A. B.



Migrants arrêtés à Melilla, en juin 2022.

Migrants : noyés, sous les yeux de l'Europe

L'Ocean Viking, le navire armé par l'association SOS Méditerranée pour secourir les naufragés, a repris la mer au début de l'année. Il était immobilisé pour travaux depuis le mois d'août après avoir été pris sous le feu des garde-côtes libyens.

l'*Ocean Viking* à débarquer ses naufragés dans les ports les plus éloignés de sa zone d'intervention. En 2024, les sauveteurs avaient ainsi perdu 80 jours sur ces trajets inutiles.

L'Office des migrations internationales, une filiale de l'ONU, a calculé que 2 475 personnes se sont ainsi noyées en Méditerranée en 2025 et que 25 000 avaient été refoulées vers les camps libyens. Depuis 2016, les volontaires de SOS Méditerranée ont ramené à terre sains et saufs 42 708 personnes. Mais combien d'autres se sont noyés en tentant d'atteindre la forteresse Europe ? Plus que jamais il faut abattre les frontières, qu'elles soient terrestres ou maritimes.

Paul Galois

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Saint-Nazaire

Samedi 28 février de 16 heures à minuit

Alvéole 12 de la base sous-marine

Rouen

Samedi 21 mars à partir de 17 heures

Palais des congrès à Oissel

Débat avec Nathalie Arthaud à 18 h 30

Metz

Dimanche 22 mars à 11 heures

CALP de Plantières - 2A, rue Mgr-Pelt à Metz Mettis

Débat avec Nathalie Arthaud à 15 heures